

La propagande dans les campagnes

La Révolte

La Révolte
La propagande dans les campagnes
3 décembre 1887

extrait le 24 août 2026 de *La Révolte* (n°12) du 3 décembre
1887

bibliotheque-anarchiste.com

3 décembre 1887

Plusieurs groupes anarchistes parisiens ont mis à l'ordre du jour de leurs discussions cette question qui est d'un intérêt primordial surtout à mesure que nous approchons davantage de la Révolution Sociale. Ils avaient adressé un appel à ceux de nos amis qui sont en relation avec les travailleurs des champs et qui peuvent leur donner des renseignements sur leur situation, leur esprit et les moyens de leur faire comprendre que leur intérêt est le même que celui des ouvriers des villes.

Nous allons essayer de résumer les nombreuses réponses qui nous sont parvenues.

Sur la première question, tous sont unanimes à constater que le petit propriétaire est de plus en plus ruiné par la crise, par les usuriers, par l'impôt, par la concurrence étrangère et par celle de la culture intensive. Le manque de ressources l'empêche de perfectionner son mode de culture, de faire rendre à son travail excessivement dur un rapport proportionné à ses besoins. Dans quelques régions des causes plus locales viennent s'ajouter pour concourir au même résultat, tel le phylloxéra et la destruction des vignes dans le Midi.

Les grandes exploitations agricoles sont possédées, tout aussi terribles que les ateliers des villes, sauf, peut-être, la viciation de l'air et le dégagement des miasmes malsains ou corrosifs.

Partout existe un prolétariat agricole ne possédant que celui de ses bras et aussi odieusement exploité que celui des petits propriétaires possédant à peine de quoi vivre, même se trouvant obligé de joindre le travail pour autrui à celui de leurs terres.

Ceci est une situation générale. Mais qu'espère le paysan pouvoir en tirer ? Que revendique-t-il ?

La propriété communale a été trop profondément détruite dans notre pays et depuis trop longtemps pour que le paysan se rappelle sérieusement le temps où tous cultivaient les terres de la Commune et y voie la solution. Lancé par l'économie politique bourgeoise à la conquête d'un petit domaine formé de lopins, au prix de mille privations, domaine qui se détruit et se morcelle constamment par la ruine ou le partage, il tourne toujours dans le même cercle. Il ne voit de solution que dans

la possibilité de voir augmenter le prix de ses produits, d'épargner et de devenir possesseur d'une part de terre un peu plus grande.

Il se rappelle les belles années pour lui, où s'ouvrirent les grandes voies de communication qui, en lui permettant de transporter au loin ses produits, leur donnèrent une valeur plus grande. Il conçoit bien, vaguement, que c'est de même fait qui renchérit le prix des terres, augmente le prix des fermages ; mais il ne se rend pas exactement compte que cela a maintenu les mêmes rapports économiques entre la valeur de sa production et ses débours, comme c'était le cas quand son travail ne restait que ce que lui demandaient ses besoins, et que ce n'est que la conséquence fatale de ce système. Tout avantage qu'il pourrait en retirer reste entre les mains des financiers, des gouvernants qui l'exploitent.

Il préfère se rappeler les années prospères où sa production trouva un peu d'allègement à sa misère, et souhaiter le retour de cette époque. Tel est au point de vue économique le regret général des populations des campagnes.

Que pouvons-nous faire, que devons-nous faire pour montrer aux paysans une solution plus pratique, plus conforme au développement social de notre époque et surtout en harmonie avec la solution que réclame la question sociale de l'industrie ?

D'abord nous devons constater que la situation faite aux populations agricoles progresse aujourd'hui bien loin de son recul. Il n'est pas de département, d'arrondissement, nous pourrions presque dire de canton, où aujourd'hui il n'y ait pas de socialistes. L'infiltration des idées socialistes s'est faite lentement et sans bruit, mais elle a eu lieu et aujourd'hui la campagne se réveille et commence à penser en dehors du curé et du maire.

Il y a là un mouvement intense et dont nous pouvons déjà tenir compte dans nos appréciations sur les chances de la prochaine révolution.

Mais le paysan est-il révolutionnaire ? Peut-il le devenir ?

Toute l'histoire est là pour nous démontrer que chaque fois que le paysan a eu la possibilité d'améliorer son sort par la révolte, il s'est révolté. Aujourd'hui même, malgré qu'on lui a

prêché la foi en la légalité et le respect de ses décisions, il ne recule guère devant les actes révolutionnaires quand il en voit clairement le but, ce qui n'est pas rare. Nous relevons dernièrement deux condamnations pour incendie prononcées par la cour d'assises de la Manche. Aujourd'hui, l'*Idée Ouvrière* du Havre relève dans les journaux bourgeois une série de 19 incendies dans l'Eure et 2 dans le Calvados. La plupart de ces incendies ont été allumés après l'envoi de lettres de menace anonymes portant les cris de Vive la Commune ! Le feu a été mis trois fois à la même immeuble et encore un des auteurs de ces incendies n'a-t-il été arrêté, malgré toute la vigilance des autorités.

Nous savons d'autre part que des faits pareils ont lieu dans le Nord.

Sommes-nous déjà en présence d'un mouvement agraire semblable à celui de l'Irlande, c'est ce que nous ne pouvons encore affirmer, mais ce que nous pouvons dire hardiment c'est qu'il ne faudra qu'un faible effort de propagande pour l'obtenir.

Et quand le coq rouge chante en Gaule !...